

Robert Zimmermamira

Docteur en droit

Conseiller scientifique auprès du Tribunal fédéral

La
jnidlnoanir©
©m manière pé

Deuxième édition



Bruylant SA Bruxelles

Staempfli Editions SA Berne • 2004

Table des matières

Avant-propos	V
Table des matières	VII
Liste des abréviations	VXII
Bibliographie	XXV
Introduction	1
I. Généralités	5
Chapitre 1: Définition, formes et nature de la coopération internationale	5
1. Définition	5
2. Formes	7
3. Nature	8
Chapitre 2: Les normes régissant la coopération internationale	9
A. Le droit international	9
1. Les conventions multilatérales	9
1.1. Les conventions à caractère universel	9
1.2. Les conventions à caractère régional	32
2. Les conventions bilatérales	46
3. Les déclarations de réciprocité	58
4. Les directives et recommandations	59
B. Le droit interne	60
1. La répartition des tâches entre la Confédération et les cantons	60
1.1. La compétence interne de la Confédération...	60
1.2. La compétence internationale de la Confédération	62
2. Le droit fédéral	63
2.1. La loi fédérale de 1892 sur l'extradition aux Etats étrangers	63
2.2. La législation fédérale sur la coopération judiciaire en matière pénale	65
a) La loi fédérale de 1975 relative au traité d'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique	65
b) La loi fédérale de 1981 sur l'entraide inter- nationale en matière pénale	66
c) La révision de l'EIMP et de la LTEJUS du 4 octobre 1996	68
2.3. La législation fédérale sur la coopération avec les tribunaux pénaux internationaux	73

a) L'arrêté fédéral de 1995 relatif à la coopération avec les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda	73
b) La loi fédérale sur la coopération avec la Cour pénale internationale.	74
3. Le droit cantonal.	75
4. Pour une centralisation de la procédure.	76
Chapitre 3: Les rapports entre les normes régissant la coopération internationale.	79
A. Les rapports entre les normes internationales.	79
1. Le droit international comme fondement de la coopération internationale.	79
2. Les rapports entre les traités.	82
3. Les normes supérieures du droit international.	87
3.1. Les normes impératives et obligatoires du droit international.	87
3.2. Les principes généraux du droit des gens.	91
4. La coopération internationale et la protection internationale des droits de l'homme.	99
4.1. Les garanties matérielles.	101
a) En matière d'extradition.	101
b) En matière d'entraide.	108
4.2. Les garanties procédurales.	108
a) En général.	108
b) La détention extraditionnelle.	111
B. Les rapports entre les normes internationales et le droit interne.	113
1. La primauté du droit international.	113
2. Le droit interne comme fondement de la coopération internationale.	115
3. Les normes impératives du droit interne.	117
C. Les rapports entre les normes du droit interne.	118
1. La force dérogatoire du droit fédéral.	118
2. La coopération internationale et les droits constitutionnels des citoyens.	119
II. Droit formel.	121
Chapitre 4: Les autorités.	121
A. Les autorités fédérales.	122
1. Le Conseil fédéral.	122
2. Le Ministère public de la Confédération.	125
3. Le Juge d'instruction fédéral.	126

4. Le Département fédéral des affaires étrangères....	126
5. Le Département fédéral de justice et police.	126
6. L'Office fédéral de la justice.	129
6.1. Compétences générales.	129
6.2. Compétences spéciales en matière d'extradition, de transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux et de remise à la Cour pénale internationale.	131
6.3. Compétences spéciales en matière d'entraide..	134
6.4. Compétences spéciales en matière d'entraide avec les Etats-Unis.	142
7. La Direction générale des douanes.	144
8. Les organes supérieurs de la police de la Confédération et des cantons.	144
9. La Commission consultative instituée par l'art. 6 aLETJUS.	146
10. La Commission permanente instituée par l'art. 111 al. 2 EIMP.	147
11. Le Tribunal fédéral.	147
12. Le Tribunal pénal fédéral.	148
B. Les autorités cantonales.	149
1. Les autorités d'exécution.	149
2. Les autorités de recours.	152

Chapitre 5: La procédure.	153
A. Le droit applicable.	153
B. Les parties.	157
C. La demande.	160
1. L'objet de la demande.	161
2. L'acheminement et la remise de la demande.	162
3. La forme de la demande.	165
4. Le contenu de la demande.	167
5. Le complètement de la demande.	173
6. Le concours de demandes.	174
7. La demande devenue sans objet.	175
8. Le traitement de la demande.	176
8.1. L'examen de la validité de la demande.	176
8.2. L'exécution de la demande.	177
8.3. L'exécution conditionnelle.	181
8.4. L'exécution différée.	186
8.5. La notification de la décision relative à la demande.	186
8.6. L'autorité de chose jugée.	188
8.7. La restitution.	189

9. La remise d'objets ou de valeurs.	189
9.1. La réglementation de l'ancienne EIMP.	190
9.2. Le système de la nouvelle EIMP.	192
9.3. La remise extraditionnelle.	193
9.4. La remise à titre probatoire.	195
9.5. La remise en vue de confiscation ou de restitution.	196
D. Questions spéciales relatives à l'extradition.	205
1. Les mesures provisoires.	205
2. La détention extraditionnelle.	207
3. L'octroi de l'extradition.	211
3.1. L'extradition simplifiée.	213
3.2. La remise de l'extradé.	213
3.3. La remise ajournée ou temporaire.	214
3.4. Le délai de répit.	215
3.5. L'extension de l'extradition.	216
3.6. La réextradition.	217
E. Questions spéciales relatives à la remise à la Cour pénale internationale et au transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux.	218
1. Les conditions de la remise ou du transfèrement . . .	218
2. Les mesures provisoires.	221
3. La remise et le transfèrement	226
3.1. La décision.	226
3.2. La remise et le transfèrement simplifiés.	227
3.3. L'exécution de la remise et du transfèrement ..	228
3.4. La remise et le transfèrement ajournés ou temporaires.	228
F. Questions spéciales relatives à l'entraide.	229
1. Les mesures provisoires.	229
2. La notion d'actes d'entraide.	232
3. La notification d'actes de procédure, de décisions judiciaires et de citations.	233
3.1. En général.	233
3.2. Dans l'application du TEJUS.	235
4. La citation de témoins ou d'experts.	239
5. La protection du domaine secret	242
5.1. En général.	242
5.2. Dans l'application du TEJUS.	245
5.3- L'apposition et la levée de scellés.	246
6. Le tiers non impliqué.	249
6.1. En général.	249
6.2. Dans l'application du TEJUS.	251
7. L'obligation de garder le secret	253

8. La présence de personnes qui participent à la procédure étrangère	254
8.1. En général	254
8.2. Dans l'application du TEJUS	257
9. La transmission spontanée de moyens de preuve et d'informations	260
10. L'«entraide sauvage»	265
11. L'exécution simplifiée	267
12. La remise de détenus aux fins d'investigation	268
12.1. En général	268
* 1/2.2. Dans l'application du TEJUS	270
13/Le transit	270
14. Le maintien de la détention ordonnée à l'étranger.. . . .	272
15. L'audition par vidéoconférence	272
16. L'audition par conférence téléphonique	274
17. L'observation transfrontalière	275
18. La livraison surveillée	278
19. L'enquête discrète	279
20. Les équipes communes d'enquête	279
G. Questions spéciales relatives à l'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique	286
1. L'entraide pour la répression du crime organisé.... .	286
2. La déposition sous serment	289
3. L'interrogatoire selon le droit américain	290
H. Questions spéciales relatives à l'entraide avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux	292
I. La Suisse comme Etat requérant	297
J. Le règlement des frais	299
1. Entre les Etats	299
2. Entre la Confédération et les cantons	304
K. L'indemnisation	305
1. Pour l'acte licite	305
2. Pour l'acte illicite	306

Chapitre 6: Le droit d'être entendu	307
1. Le droit d'être entendu au sens étroit	308
2. Le droit d'être assisté d'un mandataire	310
3. Le droit de consulter le dossier	312
4. Le droit de participer à l'exécution de la demande	317
5. Le droit de recevoir une décision motivée	319
6. L'indication des voies de droit	321

Chapitre 7: Les voies de droit	321
A. Les voies de droit cantonales	322
B. Les voies de droit fédérales	323
1. Le recours administratif	324
2. L'opposition	326
3. La plainte au sens de l'art. 37 par. 3 TEJUS	327
4. Le pourvoi en nullité	328
5. La plainte au Tribunal pénal fédéral	328
6. Le recours de droit public	332
7. Le recours de droit administratif	334
7.1. L'objet du recours	334
7.2. Les conclusions du recours	343
7.3. Les motifs du recours	344
7.4. La cognition du Tribunal fédéral	346
7.5. La qualité pour agir	347
7.6. L'anonymat du recourant	360
7.7. Les délais de recours	360
7.8. L'effet suspensif	364
8. Les effets de l'arrêt du Tribunal fédéral	366
 III. Droit matériel	369
Chapitre S: Les conditions matérielles de la coopération internationale	369
A. L'infraction donnant lieu à la coopération	369
1. En général	369
2. Dans l'application du TEJUS	372
B. Le caractère pénal et judiciaire de la procédure ouverte dans l'Etat requérant	373
1. En général	373
2. Dans l'application du TEJUS	375
C. La compétence répressive de l'Etat requérant	377
1. Les facteurs de rattachement	378
2. Les facteurs de rattachement et la coopération internationale	381
3. Le principe de l'universalité et la coopération internationale	384
4. L'exception liée au meilleur reclassement social...	389
D. La réciprocité	390
E. La double incrimination	392
1. En général	392
2. Dans l'application du TEJUS	403
3. Casuistique	405
3.1. Les infractions liées au trafic de stupéfiants	405

3.2. Le crime organisé	406
3.3. Le délit d'initiés	407
3.4. La corruption.....	409
a) Avant la révision du CP du 22 décembre 1999.	409
b) Après la révision du CP du 22 décembre 1999.	412
3.5. Le blanchissage du produit du crime.	413
3.6. L'escroquerie.	416
3.7. Les délits de nature économique, fiscale et commerciale.	419
3.8. Divers.	420
4. Perspectives.	421

Chapitre 9: Les motifs d'exclusion de la coopération internationale .. . 422

A. Les motifs liés à la nature de l'infraction réprimée dans l'Etat requérant.	423
1. Le délit politique.	423
1.1. En général.	423
1.2. Casuistique.	432
1.3. Perspectives.	435
2. Le but déguisé de la poursuite.	436
2.1. En général.	436
2.2. Casuistique.	438
3. Le délit militaire.	440
4. Le délit monétaire, douanier, commercial ou économique.	441
4.1. En général.	441
4.2. Dans l'application du TEJUS.	443
4.3. Casuistique.	444
5. Le délit fiscal	445
5.1. En général.	445
5.2. Dans l'application du TEJUS.	452
5.3. Casuistique.	453
5.4. Perspectives.	455
B. Les motifs liés à la nature de la peine ou aux mauvais traitements encourus dans l'Etat requérant.	457
C. Les motifs liés aux conditions de répression de l'infraction.	459
1. La bénignité des faits.	459
2. Le défaut de compétence de l'Etat requérant.	460
3. L'existence d'une procédure parallèle dans l'Etat requis.....	460
4. La règle «ne bis in idem» et la «res judicata».	462

5. La prescription	469
6. L'alibi	474
7. L'extinction de l'action pénale	477
8. L'amnistie	477
9. La grâce	479
D. Les motifs liés aux défauts de la procédure dans l'Etat requérant	480
1. L'exigence du respect des garanties procédurales.. . . .	482
2. L'interdiction des tribunaux d'exception.	484
3. Le jugement rendu par défaut	486
4. Les autres défauts graves de la procédure.	490
E. Les motifs liés à la personne poursuivie	492
1. L'immunité	492
2. L'âge	499
3. La mort	500
4. La maladie	501
5. La nationalité	502
6. L'octroi de l'asile	506
7. Le reclassement social	507
F. Les motifs liés à l'ordre public, à la sûreté et aux intérêts essentiels de l'Etat requis	508
1. En général.. . . .	508
2. Dans l'application du TEJUS.	511
3. Perspectives	513
Chapitre 10: L'étendue de la coopération internationale	513
A. Le principe de la proportionnalité	513
B. Le principe de la spécialité	521
1. En général	521
2. En matière d'entraide.	522
3. Dans l'application du TEJUS.	528
4. En matière d'extradition.	530
 BV. Délégation de la poursuite et exécution des décisions étrangères	533
Chapitre 11: La délégation de la poursuite	533
1. En général	533
2. La Suisse comme Etat requis	534
3. La Suisse comme Etat requérant	537
4. La maxime «aut dedere, aut judicare».	541
 Chapitre 12: L'exécution des décisions étrangères	551
1. Le droit international	551
2. Le droit interne.	566

2.1. La Suisse comme Etat requis.	566
a) En général.	566
b) Dans l'application de la LCPI.	572
c) Dans l'application de l'arrêté fédéral / de 1995...	573
2.2: La Suisse comme Etat requérant	575

Y. La coopération judiciaire en matière pénale dans l'Union européenne et ses rapports avec le droit suisse. 577

Chapitre 13: Les traités.	580
1. Le premier pilier.	580
2. Le troisième pilier.	584
3. Les coopérations renforcées.	591

Chapitre 14: Les normes édictées dans le cadre de l'Union européenne.	595
A. L'extradition.. . . .	596
1. La Convention relative à l'extradition simplifiée ...	597
2. La Convention relative à l'extradition.	600
B. L'entraide judiciaire.	606
1. La Convention d'entraide judiciaire.	606
2. Le Protocole complétant la Convention d'entraide judiciaire.	607
3. Les autres mesures relatives à l'entraide judiciaire .	609
C. Les normes et mesures de droit matériel touchant à la coopération judiciaire en matière pénale.	610
1. Le blanchissage d'argent	610
1.1. La Directive anti-blanchiment	610
1.2. La législation suisse sur le blanchissage d'argent	616
2. La criminalité organisée.	627
3. La corruption.. . . .	629
3.1. La Convention sur la corruption.	629
3.2. L'action commune relative à la corruption dans le secteur privé.	631
4. La fraude aux intérêts financiers communautaires..	633
4.1. La Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes.	633
4.2. Le premier Protocole additionnel à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes.	635

4.3. Le deuxième Protocole additionnel à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes.	636
4.4. Le Protocole concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes.	637
4.5. La proposition de directive relative à la protection pénale des intérêts financiers de la Communauté.	638
5. Le terrorisme.	640
D. Les propositions tendant à l'institution d'un Ministère public et à la création d'un mandat d'arrêt européens ..	643
1. Le Corpus juris.	643
2. Le Livre vert sur la protection des intérêts financiers communautaires et la création d'un Procureur européen.	647
3. La décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres.	649
Chapitre 15: Les accords de Schengen	655
1. L'Accord de Schengen.	656
2. La Convention d'application de l'Accord de Schengen.	657
3. L'intégration de l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne.	659
Index alphabétique.	667
Index de la jurisprudence.	695
Index des principales normes citées.	719
Indications statistiques;	729